



Pont-de-Claix, le 26 mars 2026

Souveraineté numérique et télécommunications **Par Guillaume Lamourette**

Il faut regarder la réalité en face : Orange n'est plus seulement un opérateur télécom. Orange est en train de devenir un acteur central de la cybersécurité, des infrastructures critiques, de la résilience des réseaux, et désormais, de manière assumée, de la défense et de la sécurité intérieure.

Orange Cyberdéfense accompagne, selon l'entreprise elle-même, plus de 50 000 organisations à travers le monde. Cela montre une chose : la cybersécurité n'est plus une activité secondaire, c'est un pilier stratégique du groupe.

Pour nous, à la CGT, il ne s'agit pas de nier l'importance de protéger les réseaux, les données et les infrastructures. Bien sûr qu'il faut sécuriser. Bien sûr qu'il faut empêcher les cyberattaques. Mais la vraie question est : au service de quoi ? Est-ce qu'on met ces moyens au service de l'intérêt général, des services publics, de la protection des populations, de la souveraineté numérique ? Ou bien est-ce qu'on les met au service d'une logique de marché, de puissance, et d'intégration croissante à l'économie de guerre ? Parce que c'est bien cela qui est en train de se passer.

Le tournant est désormais officiel. Le 30 juin 2025, Orange Business a annoncé la création d'une Direction Défense & Sécurité dédiée. Orange dit lui-même vouloir mettre son excellence opérationnelle au service des acteurs de la défense et de la sécurité en France et en Europe. Cette direction regroupe plusieurs centaines d'experts et vise notamment la connectivité résiliente, l'hybridation des réseaux civils et militaires, l'hébergement de données sensibles, les communications d'urgence, l'intelligence artificielle et la cybersécurité. Là, on ne parle plus d'un simple opérateur télécom : on parle d'une entreprise qui s'inscrit directement dans l'appareil technologique de la défense.

Et ce glissement franchit encore une étape avec l'annonce, le 17 mars 2026, du lancement par Orange Business de Orange Drone Guardian, présenté comme la première offre de lutte anti-drones.

Là encore, il faut appeler les choses par leur nom : Orange ne vend plus seulement du réseau, Orange vend désormais aussi des outils de surveillance et de sécurisation qui sont aux frontières directes du militaire.

La souveraineté numérique, c'est une question de pouvoir réel : qui contrôle les réseaux, les données, les câbles, les centres techniques, les satellites, les moyens de communication ? Si ce ne sont pas les peuples, les services publics et des acteurs sous contrôle démocratique, alors ce sont des intérêts privés qui décident à notre place.

Et cette question devient encore plus vitale face aux guerres.

Parce qu'en période de conflit, les réseaux de télécommunication ne sont plus seulement des outils économiques : ils deviennent des infrastructures critiques de souveraineté, des cibles, des moyens de commandement, de coordination, de renseignement et de continuité d'activité.

Mais le problème, c'est que cette souveraineté fait encore défaut sur un maillon central : le satellite. Et sur ce sujet, il y a un vrai enjeu industriel pour la France, mais aussi à l'échelle européenne. Nous en profitons pour apporter le soutien du syndicat CGT FAPT des Télécoms des Bouches-du-Rhône aux salariés et aux camarades de Thales (La branche Thales Alenia Space) qui luttent pour ne pas être absorbés et perdre leurs emplois Airbus (La branche Airbus Défense & Space) déjà impacté par la perte de 700 emplois.

Car l'internet satellite n'est plus un outil marginal.

C'est devenu une infrastructure critique pour les territoires isolés, les catastrophes naturelles, les communications de secours, les services publics, les entreprises, mais aussi les États et les armées.

Or aujourd'hui, le rapport de force est brutal. Reuters rapporte qu'Eutelsat-OneWeb reste la seule alternative européenne réellement active face à Starlink dans l'orbite basse.

OneWeb compte environ 640 satellites, et Eutelsat a commandé 340 satellites supplémentaires à Airbus en janvier 2026 pour renforcer et renouveler sa constellation. En face, Starlink dispose d'une avance immense, avec une constellation de plusieurs milliers de satellites. Ce déséquilibre crée une dépendance stratégique majeure.

Et cette dépendance, on l'a vue très concrètement en France.

Après le cyclone Chido à Mayotte, François Bayrou a fait le choix du déploiement de 200 antennes Starlink pour rétablir les communications d'urgence.

Cela veut dire qu'au moment critique, l'État français s'est appuyé sur la solution de Musk, alors même qu'Eutelsat-OneWeb est présenté comme l'alternative européenne stratégique. C'est la preuve qu'en matière de satellite, notre souveraineté reste encore fragile, incomplète et dépendante d'un acteur privé étranger.

Et c'est là qu'il faut être clair sur le danger Musk.

Le danger, ce n'est pas seulement la personnalité d'Elon Musk.

Le danger, c'est qu'un acteur privé américain concentre un pouvoir colossal sur une fonction devenue essentielle : communiquer, coordonner, secourir, maintenir la continuité d'activité, et potentiellement peser sur des choix stratégiques de pays entiers.

Nous refusons un monde où, dans les crises comme dans les guerres, nos communications et nos choix collectifs dépendent d'un Musk, d'un marché ou d'une puissance étrangère. Nous

voulons un numérique au service des peuples, des services publics, de l'égalité, de la paix et de la démocratie.

Voilà le sens du combat que nous devons porter.

 Assises du Made In France 260326  Souveraineté numérique et télécommunications

Fédération nationale des salariés du secteur des activités postales et de télécommunications CGT
263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex Tél. : 01 48 18 54 00 - C.C.P. Paris 20376 D
Site : www.cgt-fapt.fr Mail : fede@cgt-fapt.fr